

1ère grosse à Me Cour le 23/8/2002. Stuby

Notificato - 16.1944 du 14/8/2002 ; 1978 du 26/8/2002 et 2002 du 02/09/2002

CMD

CA

KOUGBLENOU

N° 032/CA du Répertoire

N° 00-131/CA et 00-133/CA du greffe

Arrêt du 02 mai 2002

**AFFAIRE : COLLECTIVITE KOUGBLENOU ADOUNKPE
C/
MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 23 octobre 2000 enregistrée au Greffe de la Cour le 27 octobre 2000 sous n° 1071/GCS, par laquelle Maître Augustin M. COVI, Avocat près la Cour d'Appel de Cotonou, Conseil de la Collectivité KOUGBLENOU Adoukpe représentée par le sieur KOUGBLENOU Martin, a saisi la Chambre Administrative de la Cour Suprême d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'Arrêté n° 916/MFE/DC/SGM/DGID/DDET du 18 août 2000 du Ministre des Finances et de l'Economie portant abrogation de l'arrêté n° 139/MFE/CAB/DGID/DDET du 03 avril 1997 du Ministre des Finances ;



Vu la seconde requête en date à Cotonou du 03 novembre 2000, enregistrée au Greffe de la Cour le 07 novembre 2000 sous n° 1109/GCS par laquelle le Conseil de la requérante a saisi la même Cour d'une requête aux fins de sursis à l'exécution de l'Arrêté querellé ;

Vu le mémoire ampliatif en date du 14 décembre 2000, enregistré au Greffe de la Cour le 21 décembre 2000 sous le numéro 1319/GCS ;

Vu la communication faite au Ministre des Finances et de l'Economie de la requête introductive d'instance, du mémoire ampliatif et des pièces y annexées de la requérante par lettre n° 0538/GCS du 28 février 2001 ;

Vu la mise en demeure adressée au Ministre des Finances et de l'Economie par lettre n° 1246/GCS du 18 mai 2001 ;

Vu les consignations légales constatées par reçus n°s 1903 et 1909 des 08 et 14 novembre 2000 ;

Enregistré à Cotonou le 05/08/02
Fo 25 Case 3158-1
Reçu Gratuit
L'Inspecteur de l'Enregistrement



[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Sur la jonction du dossier n° 00-133 au dossier n° 00-131 :

Considérant que les éléments du dossier n° 00-133 aux fins de sursis à l'exécution de l'arrêté querellé n'ont pas été suffisants pour permettre à la Cour de céans de le trancher ;

Qu'il a été utile de le renvoyer pour être joint et examiné au fond en même temps que le dossier principal n° 00-131 ;

Que dès lors, le recours objet dudit dossier n° 00-133 est devenu sans objet ;

Sur la recevabilité du recours principal :

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier ainsi que des investigations de la Cour :

Que le moyen du défendeur, tiré de l'irrecevabilité du recours de la requérante pour non-production du recours administratif préalable avec justificatifs à l'appui, n'est pas fondé, la requérante ayant produit au dossier, non seulement copie dudit recours gracieux, mais encore copie d'un bordereau de transmission n° 0255540 de « TOP CHRONO » indiquant clairement qu'une correspondance a bien été adressée au Ministère des Finances et de l'Economie le 22 août 2000 et a été réceptionnée pour son compte, à son Secrétariat Particulier par un certain GNANCADJA Grégoire, à la même date, comme l'atteste ledit bordereau ainsi que le cachet « Courrier Arrivée » du Ministère des Finances et de l'Economie y contenu ;

Que dès lors, le recours de la requérante a été introduit dans les forme et délais de la loi ;

Qu'il y a donc lieu de le déclarer recevable ;

AU FOND

Sur les moyens de la requérante, tirés de l'excès de pouvoir, en ce que l'Administration a outrepassé ses pouvoirs et prérogatives en procédant à un retrait d'acte administratif (sic) en dehors du délai du recours contentieux et en ce qu'elle a violé ses droits acquis :

Considérant que la requérante, par l'organe de son Conseil, expose :

Qu'elle a bénéficié, après demande sur requête de dédommagement, d'un arrêté n° 139/MF/CAB/DGID/DDET du 03 avril 1997 ;



Que cet arrêté lui donnait un droit de propriété sur un domaine de six (06) hectares sur le titre foncier n° 661 de l'Etat sis à Akpakpa ;

Que cet arrêté a été pris après vérification et enquête effectuées par l'Administration elle-même (cf. communication du Ministre des Finances n° 264/MF/DC/DGID/DDET du 30 juin 1994) ;

Que suite à une nouvelle dénonciation d'un sieur HOUETO Cosme en procès avec son représentant à propos d'un domaine acquis par le Sieur KOUGBLENOU Martin de ses propres deniers, une nouvelle enquête a été ouverte ;

Qu'invité à deux reprises à s'expliquer, une 1^{ère} fois seul, une 2^{ème} fois assisté de son Conseil, il lui a été prescrit d'adresser à la commission (sic), des documents justificatifs des droits de la collectivité KOUGBLENOU Adoumpè ;

Que sans que les travaux de ladite commission soient terminés (les documents n'étant pas encore rassemblés en totalité pour des motifs divers), il lui a été notifié le 19 août 2000, un arrêté n° 916/du 18 août 2000 portant abrogation de l'arrêté n° 139/MF/CAB/DGID/DDET du 03 avril 1997 ;

Qu'entre le 1^{er} arrêté d'avril 1997 et le nouveau du 18 août 2000, trois ans et 4 mois se sont écoulés ;

Que l'Administration a outrepassé ses pouvoirs et prérogatives car il ne lui est ouvert pour un quelconque retrait d'acte administratif que le délai de recours contentieux qui est de deux mois ;

Que la jurisprudence de la Cour Suprême est conforme en tous points à cette position ;

Qu'il suffit de se reporter aux arrêts NAHUM Hilaire et ZITTI Eugénie pour se rendre compte de l'excès de pouvoir que vient de commettre l'Administration en abusant par surprise Monsieur le Ministre des Finances et de l'Economie ;

Cf. : arrêt NAHUM Hilaire C/ Ministère de l'Intérieur. Cour Suprême 1978 ;

Arrêt ZITTI Eugénie ép. Gnonhoué C/ Ministère du Travail et des Affaires Sociales, Cour Suprême 13 septembre 1984 ;

Qu'elle a formé contre cet arrêté un recours gracieux qui est resté sans suite ;

Que deux mois s'étant déjà écoulés, elle a des raisons de penser qu'il s'agit là d'un rejet implicite ;

Que c'est pourquoi, elle se pourvoit devant la Cour, pour voir :

Au principal, annuler l'arrêté n° 916/MF/DC/SGM/DGID/DDET du 18 août 2000 ;

Au subsidiaire, prononcer le sursis à l'exécution dudit arrêté, jusqu'à ce que le jugement du dossier principal intervienne.

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que ni Monsieur HOUETO Cosme, dont la lettre de dénonciation en date du 10 juillet 2000 a été fondement de l'arrêté querellé puisqu'elle a été visée par ledit arrêté à son neuvième (9^{ème}) visa, ni le Ministre des Finances et de l'Economie lui-même, ne rapportent à la Cour les preuves des actes d'escroquerie au détriment de l'Etat, reprochés à Monsieur KOUGBLENOU Martin ;

Considérant que les observations sollicitées par la Cour de la part de l'Administration, devaient être pour elle, l'occasion propice de lui fournir tous les éléments de preuve au sujet de la prétendue « escroquerie organisée au détriment de l'Etat » par Monsieur Martin KOUGBLENOU ;

Considérant qu'en ne fondant essentiellement son arrêté d'abrogation n° 916/MFE/ incriminé, que sur les seules affirmations, du reste non étayées de preuves, de Monsieur Cosme HOUETO, Le Ministre des Finances et de l'Economie n'a pas donné une base légale à son acte et a commis ainsi manifestement un excès de pouvoir qu'il convient de censurer ;

Considérant par ailleurs qu'en prenant l'arrêté querellé en dehors du délai légal de deux mois du recours contentieux, le Ministre des Finances et de l'Economie viole d'une part la loi, d'autre part le principe des droits acquis ;

Que par conséquent, les moyens de la requérante tirés de ce que l'Administration a outrepassé ses pouvoirs et prérogatives, en procédant à une abrogation d'acte administratif individuel ayant créé des droits, en dehors du délai du recours contentieux et en ce qu'elle a violé le principe des droits acquis, doit être accueilli ;



PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : le recours de la requérante en date du 03 novembre 2000 aux fins de sursis à l'exécution de l'arrêté n° 916/MFE/DC/SGM/DGID/DDET du 18 août 2000 du Ministre des Finances et de l'Economie portant abrogation de l'arrêté n° 139/MF/CAB/DGID/DDET du 03 avril 1997, objet du dossier n° 00-133 /CA du 03 novembre 2000 est devenu sans objet.

Article 2 : Le recours principal de la requérante en date du 23 octobre 2000, en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° 916/MFE/DC/SGM/DGID/DDET du 18 août 2000 du Ministre des Finances et de l'Economie, objet du dossier n° 00-131/CA du 30 octobre 2000 est recevable.

Article 3 : Ledit arrêté est annulé avec les conséquences de droit.

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite à Monsieur Martin KOUGBLENOU, au Ministre des Finances et de l'Economie ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême.

Article 5 : Les dépens sont mis à la charge du Trésor Public.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative

PRESIDENT;

Grégoire ALAYE

et

Joachim AKPAKA

}
}
}

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi deux mai deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,



